

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 13/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS

BP 7
67610 La Wantzenau

Code AIOT : 0006700526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS implanté ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS
- ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau
- Code AIOT : 0006700526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARLANXEO exploite des installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques soumises à autorisation (SEVESO IED), réglementées par l'arrêté préfectoral codificatif du 16 mars 2022.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, article 7.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réservoir TK 6230	AP Complémentaire du 10/07/2024, article 1er	Sans objet
2	Indisponibilité polymérisation continue	Code de l'environnement du 05/02/2026, article R 512-69	Sans objet
3	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
6	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non conformités

Le marquage "ATEX" de la sonde de niveau vue à l'atelier de pulvérisation n'est pas complet.

L'exploitant ne peut justifier avoir maintenu en bon état des installations électriques situées en zone ATEX.

L'inspection a demandé qu'un équipement mobile dont l'état motive une observation au rapport des installations électriques (entrée de câble défectueuse) soit retiré de l'atelier de pulvérisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : réservoir TK 6230

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2024, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, fuite
Prescription contrôlée : La société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS se conforme aux dispositions suivantes pour l'exploitation de son réservoir identifié « TK6230 », localisé dans l'usine de La Wantzenau, ZI du Ried. Pour la maîtrise des conséquences d'un épandage en rétention du contenu du réservoir TK6230, et d'ici à son remplacement, l'exploitant prend les mesures techniques et organisationnelles utiles dont il justifie de l'efficacité.

Ces mesures satisfont à minima aux exigences suivantes :

- l'intervention humaine (*) est limitée à une action déclenchée suite à une alarme elle-même déclenchée sans intervention humaine. Le détecteur et l'alarme sont en place sans autre délai que techniquement nécessaire et en tous cas avant le 30 octobre 2024. Il en est rendu compte ;
- l'alarme est facilement identifiable par l'opérateur sur le poste de conduite ;
- les actions associées à cette alarme sont clairement définies, notamment par procédure ;
- l'opérateur est disponible (présence permanente et temps d'action compatible avec la cinétique du phénomène dangereux, nombre limité de procédures d'urgence attribuées à un même opérateur) ;
- les équipements de protection permettant l'intervention en sécurité sont disponibles hors du périmètre exposé au danger ou dans une zone protégée ;
- les opérateurs sont formés.

(*) Le recours à une chaîne de sécurité sans intervention humaine est admis. En pareil cas, cette chaîne satisfait aux référentiels reconnus en vigueur. Les justifications sont tenues à disposition de l'inspection.

Constats :

Lors de la visite du 4 juin 2024, l'inspection a constaté que le réservoir TK 6230 destiné à un mélange acrylonitrile-acrylate de butyle, qui devait être remplacé, ne l'avait pas été. De plus, le stockage (réservoir et sa rétention) n'était pas équipé pour la détection d'une fuite. Il n'y avait pas de consigne définissant la conduite à tenir en cas de fuite.

L'absence de consigne a été corrigée très rapidement, si bien que la mise en demeure proposée au titre de l'article L 171-8 du code de l'environnement n'a pas été prise sur ce point.

Pour la détection de fuite, un arrêté préfectoral pris suivant l'article L 512-20 du même code, a défini les prescriptions rappelées en référence.

- *l'intervention humaine est limitée à une action déclenchée suite à une alarme elle-même déclenchée sans intervention humaine. Le détecteur et l'alarme sont en place sans autre délai que techniquement nécessaire et en tous cas avant le 30 octobre 2024. Il en est rendu compte ;*

L'exploitant a rendu compte par courrier du 6 novembre 2024 de la procédure d'intervention.

Sur place, l'inspection a pu vérifier la présence du détecteur, des dispositifs d'alarmes visuelles et sonores (non-testés en visite)

- *l'alarme est facilement identifiable par l'opérateur sur le poste de conduite ;*

Ceci a été vérifié en salle de contrôle. L'inspection n'a pas d'observations.

Les actions associées à cette alarme sont clairement définies, notamment par procédure. La procédure a été présentée en salle de contrôle.

L'opérateur est disponible (présence permanente et temps d'action compatible avec la cinétique du phénomène dangereux, nombre limité de procédures d'urgence attribuées à un même opérateur).

Du personnel est présent 24h/24

- les équipements de protection permettant l'intervention en sécurité sont disponibles hors du périmètre exposé au danger ou dans une zone protégée ;

Les ARI sont disponibles au local "incendie", situé hors des zones d'effets d'un épandage en rétention du réservoir TK6230.

- les opérateurs sont formés.

Un opérateur a été interrogé en salle de contrôle. L'exploitant a rappelé les formations suivies.

Le réservoir TK 6230 sera remplacé en 2026, avec la mise en service des équipements, déclarés tous construits, du projet "BMR" de récupération des monomères. Le réservoir de remplacement est effectivement construit à proximité immédiate du TK6230.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Indisponibilité polymérisation continue

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/02/2026, article R 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, arrêt accidentel

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Le 31/12/2025, à 12h38, Arlanxeo a informé l'inspection par courriel de l'arrêt de l'atelier de polymérisation en continu, par suite d'une contamination du fluide réfrigérant HFC R134a du circuit de contrôle de l'exotherme de la réaction, survenue le 27 décembre 2025. Cette contamination a été provoquée par une fuite dans un échangeur de pré-refroidissement.

<p>L'exploitant a annoncé que le redémarrage progressif de la production interviendra le 5 février 2026.</p> <p>Il a indiqué que le liquide extrait des réacteurs et inhibé, est stocké dans les réservoirs à latex. Sa valorisation en production est étudiée.</p> <p>Le fluide réfrigérant contaminé est encore sur site, dans des containers routiers. Sa filière d'élimination est en cours de détermination.</p> <p>Les deux lignes de polymérisation disposent d'échangeurs de pré-refroidissement redondants, ce qui, notamment, permet le redémarrage. Des vérifications poussées de ces équipements anciens sont annoncées.</p> <p>Les incidences environnementales de l'incident sont matérialisées par une trentaine de tonnes d'hydrofluorocarbures souillés à éliminer.</p> <p>La téléprocédure de déclaration de l'accident a été suivie le 9 janvier 2026. Comme il s'agit d'un accident, un rapport est attendu.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il a mis à l'étude le remplacement du système complet de refroidissement. Cette modification notable sera à porter à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation utiles à la détermination de son éventuel caractère substantiel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, plan zones ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les plans des zones "ATEX" extraits du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE).</p> <p>Par sondage, l'inspection a sélectionné deux secteurs de l'usine :</p> <ul style="list-style-type: none"> la récupération des monomères de l'unité "Batch" et plus précisément le réservoir TK6230 et sa rétention; la tour d'atomisation/pulvérisation (rez de chaussée).

Lors de la visite des lieux, il a été constaté que les consignes étaient disponibles et les marquages de zone ATEX bien présents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, conformité ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p> <p><i>Pour mémoire : L 557-4</i></p> <p><i>Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.</i></p>
<p>Constats :</p> <p><u>Réservoir TK6230 (zone 2)</u></p> <p>Le marquage du détecteur présent dans la rétention a été vu sur site. Le détecteur est protégé pour être utilisé dans des atmosphères des gaz les plus préoccupants (IIC).</p> <p>Les autres équipements n'ont pas été vus, car difficilement accessibles. L'exploitant a produit un rapport de vérification de leur adéquation par un organisme compétent. Ce rapport ne signale pas de matériel inadapté ("Aucune non-conformité relevée").</p> <p><u>Rez-de-chaussée de la tour d'atomisation</u></p> <p>Un détecteur à lame vibrante d'un réservoir d'additif (poudre organique non-conductrice de granulométrie 44 µm) a été examiné en zone 1.</p> <p>Sa documentation le donne comme adapté pour des poussières de classe IIIC, mais l'indication ne figure pas sur l'appareil. L'exploitant en recherche la raison, en relation avec son fournisseur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, article 7.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, conformité des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. (...)</p>

Pour mémoire : « Article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 »

« Installations électriques. »

« A. (...) »

« Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. »

Constats :

L'exploitant a présenté les classeurs où sont archivés les résultats des contrôles annuels des installations électriques des divers secteurs de l'usine. Le principe est que le traitement des anomalies par le service compétent de l'entreprise est renseigné à la main en face de son signalement par l'organisme de contrôle. De tels renseignements manuscrits ont été observés.

L'inspection a sélectionné par sondage le secteur de la récupération des monomères de l'unité "Batch" et le rez-de-chaussée de la tour d'atomisation/pulvérisation. Ce sont des zones ATEX.

Récupération des monomères (zone 2)

Le rapport de contrôle daté du 25 septembre 2025 mentionne des fils dénudés à proximité du réservoir TK4184 d'eau déminéralisée. Il indique "Câbles inutilisés extrémités nues hors tension" "A supprimer d'urgence".

L'observation est **récurrente** : 2024 et 2025. le rapport ne porte pas d'inscription indiquant un quelconque traitement de l'anomalie.

Sur place, l'inspection a visualisé le câble en question, aux fils dénudés. L'exploitant a annoncé traiter ce point sans plus de retard.

Sur la même page du rapport de contrôle (sans aller plus loin dans le document) figurent deux autres observations récurrentes, relatives cette fois à des entrées de câbles défectueuses dans des sondes de température, notamment dans le bâtiment des réacteurs. Le traitement de ces anomalies n'est pas indiqué.

Tour d'atomisation (zone 21, dans l'environnement immédiat de la sonde, sinon 22)

Le rapport signale ("nouvelle observation" cette fois, par opposition à "observation récurrente") une entrée de câble défectueuse dans la fiche d'un dispositif de chauffage "ATEX". L'appareil a été visualisé. Il s'agit d'un équipement mobile, débranché au moment du constat. Du ruban adhésif était présent à l'endroit où le câble d'alimentation sort de la fiche.

A la demande de l'inspection, ce matériel a été sorti de la zone.

S'il est concevable que donner suite à toutes les observations de façon instantanée n'est pas possible, il n'est en revanche pas admissible que des observations récurrentes soient formulées en zone ATEX. Le fait qu'une observation soit récurrente avec la préconisation "A supprimer d'urgence" amène à s'interroger sur la priorisation des tâches.

<p>En référence à la prescription :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les installations électriques sont bien contrôlées annuellement (rapport 2024 et 2025 vus) ; • les réponses données aux observations sont enregistrées ; • l'exploitant n'est pour autant pas à même de justifier de l'entretien en bon état des installations électriques de ce fait que des observations récurrentes sont formulées, d'une année sur l'autre, en zone ATEX. Le traitement de l'une de ces observations récurrentes, bien que qualifié d'urgent par l'organisme de contrôle, n'a pas été réalisé. <p>Un signalement sera en tout état de cause fait à l'inspection du travail (DDETS).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, ventilation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réservoir TK 6230 est en plein air. Au rez-de-chaussée de la tour d'atomisation, il n'a pas été constaté d'atmosphère empoussiérée. Le volume du local est très important.</p>
Type de suites proposées : Sans suite